

LE DAUPHINÉ

libéré



Annecy - Rumilly - Les Aravis | 74D
Mardi 3 juin 2025

1,50 € - 1,90 CHF

La rénovation du groupe scolaire va prendre du retard

Six délibérations étaient au programme du conseil communautaire du Pays de Cruseilles du 27 mai, et toutes ont été votées à l'unanimité. Parmi les plus importantes, citons l'avenant relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du groupe scolaire et périscolaire d'Andilly-Saint-Blaise.

● Rénovation du groupe scolaire d'Andilly/Saint-Blaise : les travaux stoppés pour redessiner un projet plus modeste

Six délibérations étaient au programme du conseil communautaire du 27 mai, et toutes ont été votées à l'unanimité. Parmi les plus importantes, citons l'avenant relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du groupe scolaire et périscolaire d'Andilly/Saint-Blaise.

Les travaux, qui avaient commencé, sont stoppés en effet pour un certain temps, un délai nécessaire pour redessiner un projet plus modeste, avec notamment la suppression de deux classes et de la salle périscolaire, tout ceci afin de diminuer d'au moins un million d'euros le coût du chantier. Ce nouveau projet va donc entraîner un retard important dans la réalisation des travaux.

● Le Bistrot des Ponts change de gérant

Fermé depuis fin janvier, le Bistrot des Ponts de la Caille va de nouveau ouvrir avec un nouveau gérant. Quatre dos-



Les travaux à l'école sont à l'arrêt au groupe scolaire et périscolaire d'Andilly/Saint-Blaise. Photo Le DL/SC.

siers ont été retirés mais une seule offre est arrivée dans les bureaux de la communauté de communes. C'est donc Franck Pédât, un professionnel de la restauration, qui s'est vu confier la gérance de cet établissement, avec ouverture prévue prochainement. Les deux parties espèrent que les travaux qui ont débuté, pour une période de deux ans, aux Ponts de la Caille, n'impacteront pas trop la fréquentation du lieu.

● Comptes 2024 de l'office du tourisme : une bonne surprise

Bonne surprise concernant les comptes 2024 de l'office du tourisme, avec un excédent budgétaire lié aux taxes de séjour. Ainsi, les ECPI partenai-

res ne verseront que 50 % de la somme prévue, soit 21203 euros pour la communauté de communes du Pays de Cruseilles.

● Une délibération pour exprimer l'opposition de la CCPC à un projet de terrains familiaux locatifs sur la commune de Fillière

Enfin, Julie Montcouquiol, maire de Cuvat, a regretté avoir appris, par un article de presse que le Grand Annecy envisage d'aménager des terrains familiaux locatifs sur la commune de Fillière, à proximité de la commune de Cuvat. Et de se désoler de ne pas avoir des réponses concrètes à ses interrogations ! Bien que ce projet d'aménagement ne soit pas sur une commune du Pays

de Cruseilles, le conseil a voté une délibération pour exprimer son opposition à cet éventuel aménagement.

● Une lettre va être envoyée au Département pour renforcer la sécurité sur la RD1201 à Copponeux

Dans les questions diverses, le maire de Copponeux, Julien Martinez a déploré le nouvel accident sur la RD1201, vers le carrefour de la déchetterie, mettant en cause la vitesse excessive des transports en commun.

Une lettre, conjointement signée par la communauté de communes et Copponeux, devrait être envoyée au Département afin de sécuriser un lieu extrêmement dangereux.

● Sébastien Cusin

EDITION GENEVOIS

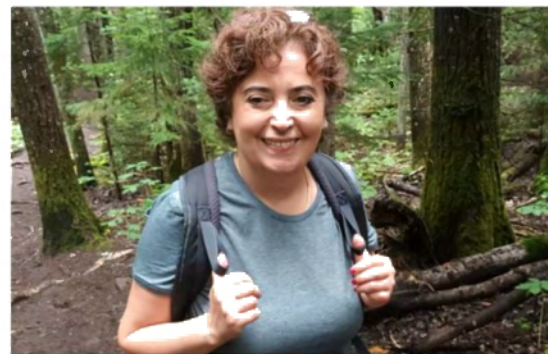
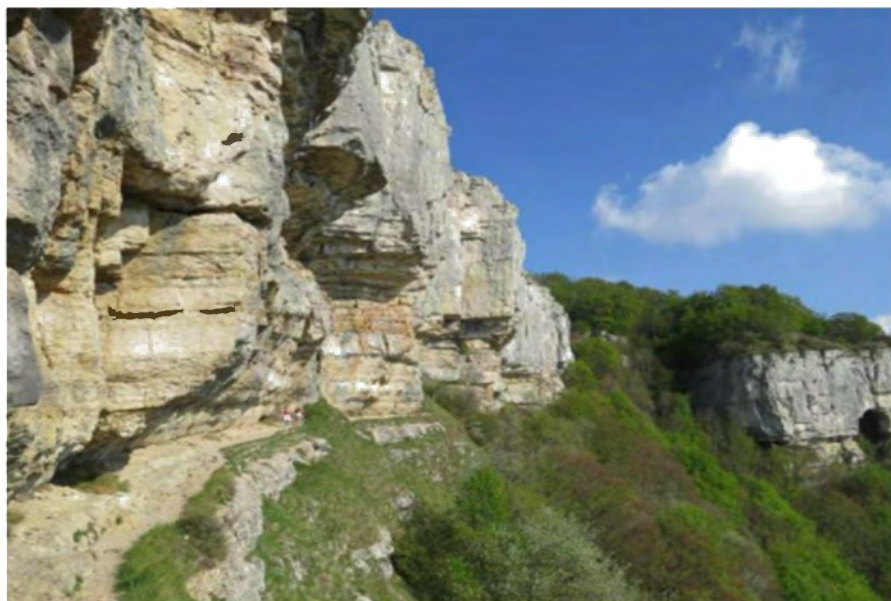
Le Messager

Jeudi 29 mai 2025

2,40 € - N° 22

« Je tiens bon » : au Syndicat mixte du Salève, la situation reste complexe

LYDIA REYNAUD



Badia Chalel, présidente du Syndicat Mixte du Salève, répond aux critiques de l'opposition à sa gouvernance.

Badia Chalel

Le Syndicat Mixte du Salève c'est 19 communes ainsi que la communauté de communes Arve et Salève.
Syndicat Mixte du Salève

Depuis quelque temps, la situation se détériore au Syndicat Mixte du Salève (SMS) qui a fêté ses 30 ans en 2024. On fait le point avec sa présidente, Badia Chalel.

Salève

Le Syndicat Mixte du Salève (SMS) a fêté ses 30 ans en 2024. Sa genèse remonte aux années 1980. *« Cela a été voulu par des élus suite à des projets un peu titanesques. Des maires ont décidé de s'associer en Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dans le but de protéger et valoriser le Salève »* contextualise sa présidente Badia Chalel. Cela représente 19 communes et la communauté de communes Arve et Salève. Soit au total, plus de 100 000 habitants.

« TOUT A COMMENCE EN DEBUT DE MANDAT »

Mais depuis quelques années, une tension s'accroît au sein de la structure. *« Tout a commencé en début de mandat. J'étais candidate à la présidence face à Odile Montant. J'ai été élue à quelques voix de différence. Depuis, c'est assez compliqué. Il y a systématiquement une opposition pour chaque décision. L'ambiance est assez compliquée dans le bureau, reconnaît Badia Chalel, Mais je tiens bon et on a avancé sur nos projets »*, assure-t-elle.

DES ETUDES CRITIQUEES

Depuis quelque temps, les critiques s'enchaînent sur la présidente, sur les dépenses. *« On aurait fait des études pas utiles. On en a fait une sur l'alimentation du bétail en 2022-2023.*

Depuis plusieurs années, les alpages souffrent de la canicule. Le Département était au courant et a validé cette étude pour expérimenter l'alimentation du bétail, sur ce qu'ils mangeaient ou non, pointe la présidente du SMS, cette étude est inscrite en relation avec Epia (échange de pratiques innovantes et agroécologiques) et des agriculteurs. »

Autre étude dénoncée : celle concernant la prévention incendie lancée depuis fin 2024.

Elle « coûte en fonds propres 3 500 euros au Syndicat soit 0,0062 centime par habitant ». « Il y a deux ans, il y a eu un départ d'incendie au Grand Piton. 24 heures après, l'incendie s'est propagé plus loin. À la fin de l'été, une commande a été faite par l'ONF et le Sdis pour s'intéresser aux feux de forêt. Ce dernier nous a contactés pour travailler sur l'étude, réfléchir à comment gérer un incendie sur le massif qui est forestier. Il faut se préparer pour se prémunir », justifie-t-elle.

La présidente l'assure : *« tout ce qui est décidé passe par un conseil syndical. Cela a été voté à la majorité. Les décisions sont prises à l'assemblée et pas en secret dans un bureau. »*

Actuellement, elle travaille avec trois vice-présidents (avant il y en avait 4) venant des communes d'Annemasse, Copponex et Vovray-en-Bornes.

UNE SITUATION FINANCIERE COMPLIQUEE POUR LES COMMUNES

Face aux critiques, elle assure être en discussion avec tous les maires. *« Le SMS reçoit 45 délégués par mois. C'est comme un conseil municipal, on réunit une fois par mois un conseil syndical. Et je suis à l'écoute ».*

L'une des critiques qui revient le plus est liée à la situation financière compliquée de certaines communes et de la communauté des communes.

« Cela transpire un peu sur les relations. On essaie de faire des économies, or les économies se font souvent sur la culture et l'environnement. »

Le SMS c'est un budget annuel d'un million d'euros. Pour Badia Chalel, *« son principal objectif c'est de préserver un mont qui est très visité. On a des utilisateurs, des sportifs, des touristes, des locaux. »*

Face aux demandes de réunions, la présidente explique avoir rencontré des maires fin 2023 et début 2024. Les demandes qui lui ont été faites ? *« On a besoin de baisser les cotisations. »*

Il y a deux cotisations différentes selon si les communes sont ou non sur le Salève. Si elles le sont, elles payent alors à hauteur de 9,80 euros par habitant.

Les communes bénévoles sont, quant à elles, à 3,30 euros par habitant. *« Le syndicat n'a pas augmenté les cotisations depuis 2014. Il est vrai qu'elles augmentent de façon naturelle en raison de l'augmentation de la population mais on n'y peut rien. »*

Par ailleurs, certaines communes se posent la question de partir du syndicat. *« Qu'elles le quittent, je ne les retiens pas. Mais il y a une procédure à suivre. »*

UNE REUNION D'ICI JUIN

En 2024, la réunion « *n'avait pas abouti à grand-chose car les demandes n'étaient pas précises. Comment peut-on demander une baisse des cotisations salariales alors qu'elles n'ont pas augmenté depuis plus de dix ans* », s'interroge-t-elle.

Elle envisage de proposer une réunion d'ici juin, « *pour entendre les uns et les autres. Je voudrais qu'on mette les choses au clair. Je vais demander un comité de pilotage pour que les maires puissent dire ce qu'ils souhaitent.* »

DEUX BUDGETS REFUSES

Le 15 avril, le conseil syndical a présenté un budget qui a été refusé en majorité. Il y a eu en réalité deux budgets, un budget principal du SMS et un budget secondaire concernant la Maison du Salève.

Et les deux ont été refusés. Désormais, une procédure est en cours. Les services de l'État transmettent à la Commission régionale des Comptes qui se saisit du budget.

Le budget devra être validé par la Préfecture et deviendra exécutoire à ce moment-là. En attendant « *cela ne nous empêche pas de fonctionner* », souligne la présidente.

« L'idée n'est pas de le supprimer » : l'opposition veut trouver des solutions



Sylvie Mermillod, porte-parole de l'opposition à la gouvernance de la présidente. Photo d'archives.

La situation au Syndicat Mixte du Salève ne s'améliore pas.

Du côté de l'opposition, c'est Sylvie Mermillod, maire de Cruseilles qui en est la porte-parole.

L'opposition à la gouvernance de la présidente représenterait plus d'une quinzaine de communes « *en termes de voix, on a la majorité* » chiffre Sylvie Mermillod. Cela fait plus de deux ans, que ces membres interpellent la présidente du SMS. « *On a eu deux rencontres qui ont été difficiles à obtenir pour discuter des fondamentaux. Et le bilan ne nous satisfait pas. On s'éloigne des prérogatives pour lesquelles le SMS a été créé à la base* », regrette-t-elle.

REVENIR AUX MISSIONS PREMIERES DU SMS

Pour elle, « *il y a de l'argent utilisé pour des études qui sont bien éloignées des missions du SMS. Il faut qu'il y ait davantage de concertation avec les communes dans le choix des actions menées. Et on n'a pas été entendu.* » Dès lors, les communes intéressées ont décidé de se concerter et sont tombées d'accord pour revenir aux fondamentaux. Le non-vote du budget n'est pas anodin. Ils le savent, « *il sera validé par la préfecture mais le but était de montrer notre désaccord et d'agir.* » Sylvie Mermillod et les autres opposants ont décidé de prendre la main et de convoquer une réunion. Elle l'assure : « *L'idée n'est pas de supprimer le SMS mais de se mettre autour de la table et discuter. Il est nécessaire de recentrer les actions du SMS sur l'essentiel, sur ses missions premières dans un esprit d'économie budgétaire, en essayant de revoir le budget de fonctionnement à la baisse et de davantage abonder sur l'investissement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.* »

« IL FAUT UN VRAI TRAVAIL DE FOND »

Elle espère également la baisse de la cotisation des communes qui est près de 10 euros par an par habitant. « *En effet, la population a augmenté et le budget a augmenté mais pour des projets qui ne font pas partie de ses missions. Si on revient à l'essentiel, il devrait diminuer,* pointe la maire de Cruseilles, *d'autant que le contexte économique n'est pas le même qu'il y a dix ans.* » Elle l'assène : « *À l'origine, le SMS c'est pour préserver le Mont Salève. Et là on a une étude sur les bovins qui coûte plusieurs dizaines de millions d'euros. Et la réponse qu'on a obtenue, on la connaissait depuis longtemps. Quant à la défense incendie, c'est une compétence de la commune pas du SMS. Je ne vois pourquoi il s'immisce.* »

Au nom de l'opposition, elle regrette qu'« *Il y ait un bureau qui se réunisse tous les 15 jours et où cinq personnes décident de tout sans concertation. Actuellement, on a des délégués qui ne veulent plus siéger au SMS. Il faut un vrai travail de fond. Et c'est le moment de le faire car on est en fin de mandat.* » Sylvie Mermillod le revendique, « *on a engagé ce travail de fronde pour remettre en bon ordre le SMS pour le début de l'année.* » L'enjeu pour les opposants ? Que tout puisse être en ordre de marche lors des élections municipales de mars 2026.

L'objectif des premières réunions entre opposants « *était de discuter pour savoir si on était sur la même longueur d'onde sur l'avenir du SMS. On est arrivé à un consensus : on souhaite que la structure continue mais avec les missions qu'on voudrait lui confier. Le Salève c'est le terrain de jeu des grandes communes mais on est en droit de décider de ce qu'on veut pour nos montagnes.* »

DES COMMUNES QUI VEULENT S'IMPLIQUER DAVANTAGE

Quelle solution pour résoudre cette situation de crise ? « *La marge d'amélioration c'est de changer de gouvernance. On pensait que cela se ferait automatiquement. Lorsqu'un maire a un budget refusé à deux reprises, cela implique sa démission. Cela serait logique* », pointe Sylvie Mermillod. Pour la suite, « *Il y aura un engagement plus important d'un certain nombre de communes. Il faut un fonctionnement différent* », réitère-t-elle.

Parmi les idées dans les tuyaux : la mise en place de réunions intermédiaires, « *au moins deux pour faire valider les projets de l'année. C'est un fonctionnement qui n'existe pas aujourd'hui.* »

Quels projets pour le SMS ?



Le Salève regorge de paysages. Photo d'archives

Malgré la situation compliquée, le SMS a quelques projets dans les tuyaux. Le principal concerne la Maison du Salève.

« On a créé une charbonnière expérimentale [constituée de bois et de matières végétales, traditionnellement, elle permettait de fabriquer du charbon, Ndlr].

C'est dans le cadre d'un travail pédagogique avec les enfants et les adultes », explique Badia Chalel. Il y a aussi la création d'un sentier pédagogique à la gare d'arrivée du Salève.

Et l'étude de fréquentation du Salève qui se poursuivra sur 2025-2026. Quid du travail avec les communes ?

« Elles ont souhaité qu'on travaille sur le nouveau fonctionnement du syndicat. On va peut-être retravailler les statuts. Cela sera notre chantier 2025 jusqu'à 2026. »

ESS'Team Savoie Mont-Blanc réfléchit à créer un événement global

SEBASTIEN CUSIN



Le budget s'annonce serré pour l'association

Association qui a pour vocation la promotion de l'économie sociale et solidaire sur les deux Savoie, ESS'Team Savoie Mont-Blanc a tenu son assemblée générale à Copponex.

COPPONEX

Mardi 20 mai, à la Ferme de Chosal s'est tenue l'assemblée générale de ESS'Team Savoie Mont-Blanc, en présence d'une trentaine de personnes.

ESS'Team Savoie Mont-Blanc est une association qui a pour vocation la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire sur les deux Savoie.

Ce réseau porte et diffuse les valeurs de l'ESS en menant des actions de communication et d'animation sur les territoires. En Savoie et Haute-Savoie, l'association ESS'Team Savoie Mont Blanc coordonne la programmation du mois de l'ESS et rassemble plus de 50 structures.

C'est Thierry Gallat, missionné comme directeur de transition par l'EPANOU, qui a accueilli tous les participants, faisant une présentation assez succincte mais très représentative des activités de la Ferme de Chosal.

PERFORMANCE ET EFFICACITE SOCIALE

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire démontrent chaque jour qu'il est possible de concilier performance économique et efficacité sociale.

C'est ainsi qu'en novembre, l'ensemble de ce secteur (associations, mutuelles, coopératives, entreprises solidaires, structures d'insertion et fondations) se mobilise pour une société plus respectueuse de l'humain et de la planète au travers de nombreux événements : projections, ateliers, conférences, apéros, gratuits et ouverts au plus grand public.

DES SUBVENTIONS EN BAISSSE

Après les rapports moral et financier 2024, ce dernier laissant apparaître un solde largement positif, il a été soumis au vote le budget 2025, un budget plus que serré en raison de charges salariales nouvelles ainsi qu'une baisse des subventions, une baisse qui inquiète le conseil administration, soucieux de trouver d'autres ressources financières.

À noter que le tarif des cotisations reste tout de même inchangé pour 2025. Et l'association compte 50 adhérents à ce jour.

DES RENCONTRES ENRICHISSANTES

Tout au long de l'année sont organisés des petits déjeuners du réseau et des rencontres apprenantes avec comme but de visiter des projets inspirants et monter en compétences ensemble sur des thématiques transversales. Ces rencontres sont gratuites pour les adhérents.

Parmi les propositions et questions diverses, certains ont regretté le nombre important d'événements, 130 en 2024, qui ne permettent pas une participation optimale des représentants d'ESS'Team Savoie Mont-Blanc. Il a été question de faire un événement global qui puisse regrouper le plus grand nombre d'adhérents.

Des inquiétudes sur la réduction du budget alloué à la gendarmerie

STEPHANE GROSJEAN



La députée Christelle Petex a pris la parole lors des Questions au gouvernement le 21 mai 2025.

Haute-Savoie

Députée de la 3^e circonscription de Haute-Savoie, Christelle Petex a pris la parole ce mercredi 21 mai 2025 lors de la séance des Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

La députée a interpellé le ministre de l'Intérieur sur la réduction drastique du budget alloué à la réserve opérationnelle de la gendarmerie.

UN IMPACT EN HAUTE-SAVOIE

Une réduction budgétaire qui inquiète Christelle Petex, notamment pour des territoires comme la Haute-Savoie qui cumulent les spécificités : les frontières, le tourisme, la montagne, la pression migratoire. *« Cette réduction budgétaire a un impact direct sur la capacité opérationnelle des brigades »,* fait-elle remarquer. Elle déclarait dans l'hémicycle : *« C'est un gâchis de compétences, un mépris de volontariat, une totale incohérence. »*

500 RESERVISTES ECARTES

Faute de financement, ce sont 500 réservistes formés et prêts à intervenir qui se retrouvent écartés par faute de financements suffisants.

La députée exige des réponses claires du ministre : *« Comment renforcer la réserve en lui retirant les moyens d'agir ? L'appui des réservistes n'est pas une option, c'est une nécessité opérationnelle. »*

UN BUDGET EN BAISSSE DE 16 %

En 2025, le budget de la réserve opérationnelle de la gendarmerie baisse de 16 %, passant de 90 à 75,6 millions d'euros. Une décision incompréhensible pour Christelle Petex, *« alors que les forces de l'ordre sont en première ligne face à une insécurité croissante. »*